

Traité international plastique : Surfrider Europe et Zero Waste France rejettent le nouveau texte proposé par le Chair qui échoue à mettre fin à la pollution plastique

Communiqué de Presse Pour diffusion immédiate

Genève, le 13 août 2025

Alors que les négociations sur le traité international pour mettre fin aux pollutions plastiques doivent parvenir à l'obtention d'un accord demain, le 14 août 2025, à Genève, et face à l'impossibilité de trouver un accord par consensus sur le texte, le Chair, Luis Vayas Valdivieso a proposé un nouveau texte qui doit servir de base à la fin des discussions.

Depuis le début de cette session de négociations, la base de texte qui servait pour les discussions faisait mention de la réduction de la production mondiale, prévoyait une annexe avec des produits et substances problématiques qui pourraient faire l'objet d'interdiction et faisait mention des liens entre plastique et santé. Bien que cette base n'était pas satisfaisante, la nouvelle version proposée représente un retour en arrière historique.

Le texte proposé ce jour :

- Echoue à atteindre ses objectifs en ne respectant pas la décision des Nations Unies (UNEA 5/14) qui fixe son mandat : le texte ne permet pas d'adopter une approche sur l'ensemble du cycle de vie des produits
- Retire toute disposition contraignante au profit de mesures volontaires
- Affaiblit les dispositions relatives aux rejets et fuites (en effaçant par exemple les mentions des pertes de flocons et de granulés de plastique industriels)
- Supprime purement et simplement toute mention de la réduction de la production de plastique
- Ne respecte pas la hiérarchie des déchets
- Ne comprend pas d'article ambitieux sur l'écoconception et conserve des mentions laissant la porte ouverte aux fausses solutions
- Supprime les produits chimiques alors que les scientifiques alertent dans de nombreuses études de la dangerosité de bon nombre d'additifs contenus dans le plastique
- Supprime l'annexe présentant une liste de produits et substances à interdire

- Ne contient plus un article autonome sur la santé (anciennement article 19) dans le texte : la santé est désormais mentionnée de façon minimale dans le préambule
- Fait fi des recommandations scientifiques et des demandes de la société civile ainsi que des communautés autochtones et en première ligne face à la pollution plastique
- N'inclut pas de considérations relatives aux droits humains ou aux populations autochtones
- Abandonne les possibilités d'avoir recours au vote lorsque le consensus n'est pas atteint et ainsi met en péril tout progrès possible lors de prochaines COP

Nos ONG déplorent un retour en arrière incompréhensible alors qu'une majorité de pays se prononce pour l'adoption d'un traité ambitieux. *"Ce texte est un cadeau fait aux pays bloquants pourtant en minorité. Le texte en l'état est loin d'être à la hauteur de l'urgence. Nous l'avons rappelé à de nombreuses reprises, nous n'avons pas besoin d'un énième traité de gestion des déchets. Nous sommes à Genève pour mettre fin à la pollution plastique, pas pour signer un accord à tout prix et vide de sens !"*, rappelle Lisa Pastor, chargée de plaider pour Surfrider Fondation Europe.

"Le message envoyé à travers ce nouveau texte est très clair : "peu importent la science, les droits humains, votre avenir et celui de vos enfants. Les intérêts de l'industrie fossile passent avant tout". En pleine canicule, ce texte est une douche froide pour tous les citoyens et citoyennes, en particulier dans les pays du Sud, qui travaillent d'arrache-pied depuis plus de 2 ans pour construire une vraie justice environnementale", complète Manon Richert, responsable communication de Zero Waste France.

Surfrider Foundation Europe et Zero Waste France déplorent aussi qu'un petit nombre d'états ayant des intérêts économiques dans la production de plastique, notamment des états producteurs de pétrole, réduisent l'ambition du traité. Lors de la plénière de ce jour, de nombreux pays et organisations régionales, dont la Colombie, le Panama, l'Union européenne, et la France ont rappelé son caractère inacceptable et inefficace. Pour rappel, plus d'une centaine de pays ont rappelé leur volonté de parvenir à un traité ambitieux et efficace en proposant des articles à la hauteur de l'urgence.

C'est pourquoi les ONG Surfrider Foundation Europe et Zero Waste France appellent à rejeter ce texte et à travailler sur une base de texte ambitieuse réintégrant les propositions faites par la centaine de pays ambitieux tout au long de cette session de négociations, sans quoi ces négociations de Genève se termineront en échec collectif.

Note à l'éditeur :

le 2 mars 2022, lors de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à Nairobi, au Kenya. Ce jour-là, les 175 États membres ont adopté à l'unanimité la résolution 5/14, ayant pour ambition d'adopter un instrument juridiquement contraignant pour mettre fin aux pollutions plastiques. Le mandat des Nations-Unies prévoyait d'adopter un texte qui prenne en compte l'ensemble du cycle de vie du plastique.

Après plus de 2 ans de négociations, les pays ont échoué à adopter un traité à Busan en Décembre 2024, qui devait être le point final de l'adoption du texte. Malgré la volonté d'une majorité de pays ambitieux près à inscrire une réduction de la production de plastique dans le texte, une minorité d'états (ayant, pour la plupart d'entre eux des

intérêts économiques liés au plastique), l'accord espéré n'a pas pu être obtenu. Une session supplémentaire s'est donc ouverte à Genève le 4 août dernier pour finaliser ce texte. Selon le Ciel, plus de 232 lobbies de l'industrie étaient présents à Genève pour influencer les négociations.

Le président des négociations (dit Chair), l'équatorien Luis Vayas Valdivieso avait proposé un texte de base aux négociations dans lequel subsistait plus de 300 termes à négocier. Après 6 jours de négociations, ce chiffre a bondi pour atteindre 1488 termes mettant en évidence les dissensions entre les pays de la coalition pour la haute ambition et les pays dits « like-minded » (comprenant l'Iran, la Russie ou l'Arabie Saoudite) qui souhaitent un traité focalisé sur la fin du vie du plastique.

Dans les articles sujets à discussion, on notera des articles faisant mention du lien entre plastique et santé et un article représentant un véritable point d'échauffement, l'article 6 indiquant la nécessité de réduire la production.

Afin de sortir de l'ornière et après de nombreuses discussions, le chair a proposé un nouveau texte, alors qu'il ne reste qu'une trentaine d'heure pour aboutir à un texte adopté par Consensus.

Ce nouveau texte est massivement rejeté par les ONG, les scientifiques, les communautés affectées, les populations les plus vulnérables ainsi que par près d'une centaine de pays.

Nous restons à la disposition des journalistes pour toute demande d'information ou d'interview.

CONTACT :

Surfrider Foundation Europe

Lionel Cheylus | Responsable relations médias | 06 08 10 58 02 | lcheylus@surfrider.eu

Zero Waste France

Manon Richert | Responsable communication | 07 52 02 59 70

manon.richert@zerowastefrance.org